



Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

A/49/430
S/1994/1096
26 septembre 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Quarante-neuvième session
Point 70 de l'ordre du jour
MAINTIEN DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Quarante-neuvième année

Lettre datée du 23 septembre 1994, adressée au Secrétaire général
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de
la Yougoslavie auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint la déclaration du Gouvernement de la République fédérative de Yougoslavie, en date du 23 septembre 1994, concernant la campagne antiyougoslave menée par la République d'Albanie.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 70 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Chargé d'affaires par intérim

(Signé) Dragomir DJOKIĆ

Déclaration faite le 23 septembre 1994 par le Gouvernement de
la République fédérative de Yougoslavie

Le Gouvernement fédéral de la République fédérative de Yougoslavie est préoccupé et souhaite appeler l'attention de l'opinion mondiale sur les dangers liés à la campagne hostile que l'Albanie mène depuis longtemps contre la République fédérative de Yougoslavie, comme cela ressortait encore de la lettre adressée par le Président de la République d'Albanie, M. Sali Berisha, aux chefs d'État ou de gouvernement des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies et de l'Union européenne à propos de la détérioration des relations gréco-albanaises. Dans un discours prononcé à Gjirokastra le 18 septembre 1994, le Président de l'Albanie a réitéré des accusations non fondées et forgées de toutes pièces contre la Serbie et le peuple serbe, c'est-à-dire contre la République fédérative de Yougoslavie. Ce faisant, le Président Berisha s'est personnellement rallié à la campagne des membres de son gouvernement qui ont fabriqué des accusations faisant état d'une stratégie coordonnée de la Grèce et de la République fédérative de Yougoslavie en vue d'accroître la tension et de déstabiliser le sud des Balkans.

Manifestement soucieux de dissimuler ou d'atténuer la responsabilité de l'Albanie, qui viole les droits de l'homme de ses minorités nationales, quand elle ne les méconnaît pas, le Président Berisha cherche à imputer à la République fédérative de Yougoslavie la responsabilité du conflit bilatéral opposant l'Albanie et la Grèce, et détourne ainsi l'attention des causes véritables du problème. En lançant ces accusations controuvées et non fondées, l'Albanie veut jeter le discrédit sur la République fédérative de Yougoslavie, au moment même où la communauté internationale reconnaît toujours davantage les efforts constructifs de la Yougoslavie et la contribution qu'elle apporte à la recherche d'un règlement pacifique de la crise sur le territoire de l'ex-République socialiste populaire fédérative de Yougoslavie et, plus particulièrement, de la guerre civile dans l'ex-Bosnie-Herzégovine.

L'attitude discriminatoire adoptée par l'Albanie à l'égard des minorités nationales n'est qu'un élément d'une politique antidémocratique menée sur une grande échelle et consistant à violer les libertés fondamentales et les droits civiques. On peut citer à cet égard le procès intenté récemment à des membres de la minorité nationale grecque, les tentatives faites pour déplacer par la force des dizaines de familles serbes et monténégrines vivant près de Vraça et les procès truqués montés contre des opposants politiques. En pratiquant une politique d'ingérence dans les affaires intérieures de la République fédérative de Yougoslavie et de confrontation avec presque tous ses voisins, l'Albanie ne cesse de faire monter la tension dans la région et constitue de plus en plus une menace contre la paix et la stabilité dans les Balkans.

L'Albanie n'a cessé de pousser à la sécession les Albanais de souche du Kosovo et de Metohija pour les amener à se détacher de la République de Serbie et de la République fédérative de Yougoslavie. À titre d'illustration, on peut citer l'appui officiel et déclaré qu'elle apporte à une "République du Kosovo" non existante et à ses prétendus représentants, l'ouverture à Tirana d'une représentation permanente de ses dirigeants séparatistes et l'organisation d'incidents de frontière. La mise en oeuvre d'une stratégie nationaliste axée sur la grande Albanie et l'incitation au séparatisme à Kosmet, traits qui ont

été particulièrement appuyés dans le discours prononcé par le Président Berisha à Gjirokastra, contreviennent aux principes de la Charte des Nations Unies et de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) et représentent donc une grave menace contre la paix et la sécurité dans les Balkans.

À plusieurs reprises, le Gouvernement de la République fédérative de Yougoslavie a lancé des initiatives en vue d'une coopération avec l'Albanie fondée sur la non-ingérence et le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, estimant qu'il y allait de l'intérêt des populations des deux pays et des Balkans. Le Gouvernement albanais n'a pas encore réagi à ces initiatives, mais la République fédérative de Yougoslavie est décidée à continuer de contribuer à surmonter, par un dialogue direct, les difficultés qui marquent actuellement les relations des deux pays. Ce faisant, la République fédérative de Yougoslavie n'en continuera pas moins de préserver résolument sa souveraineté et son intégrité territoriale et résistera à toute tentative de s'ingérer dans ses affaires intérieures.

La République fédérative de Yougoslavie est attachée au plus haut point à la paix dans les Balkans, à des relations de bon voisinage, à la coopération balkanique multilatérale et au renforcement de la confiance entre les pays des Balkans. Telle devrait être l'attitude de tous les autres pays de la région, y compris l'Albanie. La République fédérative de Yougoslavie considère qu'il s'agit là d'autant de conditions préalables à l'intégration aux processus démocratiques et à la coopération en Europe.
